

La perspective nationaliste d'Henri Bourassa, 1896-1914 Commentaire

Richard Jones

Volume 22, Number 4, mars 1969

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302829ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302829ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jones, R. (1969). La perspective nationaliste d'Henri Bourassa, 1896-1914 :
commentaire. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 22(4), 582-586.
<https://doi.org/10.7202/302829ar>

COMMENTAIRE

Ecrivant dans le *Devoir* en 1952, le chanoine Lionel Groulx affirmait que "Henri Bourassa restera toujours incompris pour les Anglo-Canadiens."¹ Et pourtant M. Levitt, anglophone d'Ottawa, ne fléchit guère devant cet avertissement assez catégorique. Peut-être croit-il que les jugements de l'abbé Groulx ne revêtent pas un caractère permanent. En effet, qui eût cru, en 1950, que la thèse de Bourassa finirait par rencontrer un accueil plus chaleureux chez les Dunton, les Robarts et les Ramsay Cook — bref, chez cette nouvelle élite canadienne-anglaise de qui on attend beaucoup — qu'auprès d'un groupe d'étudiants, disons, de l'Université de Montréal.

Notre commentaire sur le travail de M. Levitt traitera de trois problèmes. En premier lieu, nous porterons notre attention sur les idées de base de Bourassa que, d'ailleurs, M. Levitt semble avoir assez fidèlement

¹ Lionel Groulx, "Le rôle politique de Bourassa", dans *Hommage à Henri Bourassa* (reproduction du numéro souvenir du *Devoir*, 25 octobre 1952), 21.

exposées. Bourassa, en gros, voulait voir se développer un patriotisme vraiment canadien. Il espérait l'établissement d'un Canada où les Canadiens de langue française se sentiraient chez eux dans toute l'étendue du pays. Bourassa croyait à la nécessité d' "être Canadiens avant d'être Français ou Britanniques";² d'après André Laurendeau, c'était même sa conviction de base. Devant sa propre question: "Devons-nous être plus Français que Canadiens ou plus Canadiens que Français?", Bourassa déclarait sans équivoque: "Je ne conçois pas qu'on puisse hésiter un instant à répondre que nous devons rester essentiellement Canadiens."³ Ceci nous amènerait à nuancer quelque peu la constatation de M. Levitt (ou, au moins, à lui demander d'y soustraire toute ambiguïté), à savoir que "Bourassa se glorifiait d'être Français, de même que beaucoup d'Anglo-Canadiens étaient fiers d'être Britanniques". La loyauté de Bourassa à la France était purement culturelle; mais la loyauté qu'éprouvaient les Anglo-Canadiens à l'endroit de la Grande-Bretagne allait beaucoup plus loin.

Le patriotisme canadien que Bourassa souhaitait ne viendrait qu'après la réalisation de deux conditions. Il fallait d'abord parvenir à l'indépendance nationale du Canada. Dans le langage toujours pittoresque de Groulx, "Bourassa voulait arracher son pays aux griffes de l'ogre impérial."⁴ Si on ne mettait pas en échec la nouvelle politique impérialiste de Londres, du moins pour autant qu'elle s'appliquait au Canada, ce pays ne demeurerait qu'une colonie. A moins de se libérer de la condition coloniale, "l'existence même d'un patriotisme minimum [serait] impossible".⁵

Une politique de bilinguisme et de biculturalisme, d'un océan à l'autre, constituait la seconde condition. La population anglophone — car c'était surtout elle qui était en faute — aurait à accepter l'idéal d'une nation anglo-française. "Il n'y aura de véritable unité nationale, écrivait Bourassa en 1915, que le jour où les Canadiens-anglais comprendront ce que nous, Franco-Canadiens, avons compris depuis longtemps: la Confédération canadienne est née d'une pensée d'alliance féconde des deux races; elle ne vivra que par le respect réciproque de leurs droits."⁶

Le deuxième point qui nous intéresse est l'échec de Bourassa et l'explication qu'en donne M. Levitt. Selon lui, Bourassa échoua surtout parce que la majorité canadienne-anglaise n'a jamais compris le rapport entre le biculturalisme et l'unité nationale. Les preuves d'injustice abondaient à l'époque: l'affaire des écoles du Manitoba, le Règlement XVII en Ontario, etc.

Nous trouvons cette explication partielle. Certes, comme M. Levitt l'affirme, les nationalistes eurent gain de cause, dès 1914, dans la plupart de leurs revendications anti-impérialistes. Cependant (et M. Levitt n'insiste

² "Le nationalisme de Bourassa", dans F.-A. Angers et al., *La pensée de Henri Bourassa* (Montréal, Ed. de l'Action nationale, 1954), 26.

³ *Ibid.*, 19.

⁴ Groulx, "Le rôle politique de Bourassa", *op. cit.*, 18.

⁵ *Le Devoir*, 9 février 1921.

⁶ Henri Bourassa, *La langue française au Canada — ses droits, sa nécessité, ses avantages* (Montréal, 1915), 36.

pas là-dessus), la contrepartie de cet impérialisme — c'est-à-dire la mentalité colonialiste existant chez une partie importante de la population anglophone, l'intense loyauté ressentie envers l'Angleterre par cette même population — ne s'affaissa que beaucoup plus tard, voire depuis les années 1950. Nos souvenirs d'enfance — les chants patriotiques, les saluts au drapeau, etc. — en sont pour nous une preuve très vive. La mort de Georges VI en 1952 nous remplissait d'une profonde tristesse: voilà des années qu'on demandait à Dieu, tous les matins, de sauver le roi, mais sans résultat. Quoi qu'il en soit, cette mentalité canadienne-anglaise, fortement imprégnée d'un esprit colonialiste, constituait un obstacle que Bourassa ne put jamais surmonter.

Notre troisième problème touche à la manière dont Bourassa justifiait ses propres idées. Après 1921, il semblait jouer une partie de plus en plus défensive. Il dut éprouver une profonde détresse, une amère déception devant son incapacité à bâtir le Canada qu'il souhaitait. Mais dans le fond de sa pensée Bourassa resta immuable.

M. Levitt nous assure que "Bourassa avait confiance en l'avenir de la culture canadienne-française dans un Canada où son peuple, quoiqu'étant une minorité, constituait une force politique très importante". Cette confiance, cependant, n'était pas toujours inébranlable. Chaque nouveau voyage à travers le continent le convainquait davantage que le Canada était une absurdité géographique. Il croyait aussi que les préoccupations matérielles des Canadiens empêchaient qu'on se consacrât à promouvoir l'entente ethnique. En outre, l'immigration rapide retardait le développement d'une identité nationale.

Il est vrai qu'en 1921 Bourassa put écrire: "En dépit des désenchantements du passé et des sombres perspectives de l'avenir, il faut penser et agir comme s'il était encore possible de faire une patrie canadienne, de créer un patriotisme national."⁷ Mais la même année, il avoua aussi que "l'œuvre de la Confédération a lamentablement avorté".⁸ Et lors d'un banquet en l'honneur d'Armand LaVergne, Bourassa désespéra complètement: "La Confédération, dit-il, a vécu en puissance. Durera-t-elle vingt ans ou trente ans, je l'ignore; mais elle doit se dissoudre un jour... Les Anglais ont voulu employer la Confédération à nous asservir, mais ils n'ont pas voulu l'association égale avec nous. Cherchons donc ailleurs des appuis."⁹

Nous ne croyons pas que M. Levitt, dans son analyse, ait déformé la pensée de Bourassa: celui-ci ne fut jamais indépendantiste. En effet, croyait-il, "il n'y a rien de plus dangereux, de plus irréalisable, que le séparatisme. Ce serait déchaîner la guerre civile, semer les divisions dans nos rangs, nuire aux autres groupes français d'Amérique, nous heurter à des forces qui nous écraseraient."¹⁰

⁷ *Le Devoir*, 11 février 1921.

⁸ Laurendeau, *loc. cit.*, 27.

⁹ *Ibid.*, 21.

¹⁰ *Le Devoir*, 19 avril 1923.

Sur ce point, nous eussions aimé que M. Levitt expliquât davantage le raisonnement de Bourassa. Le chef nationaliste craignait certainement que le séparatisme n'attirât la méfiance du Canada anglais, des États-Unis et de l'Angleterre. Il partageait l'avis aussi qu'un Québec séparé serait impuissant à prêter main-forte aux minorités francophones de la diaspora. C'étaient cependant ses sentiments religieux, plus prononcés au crépuscule de sa carrière, qui déterminèrent le peu de "progrès" dans la pensée de Bourassa. C'était ces mêmes sentiments religieux qui l'incitaient à dénoncer le nationalisme immodéré, outrancier, et aussi à condamner le principe des nationalités comme étant à l'origine des haines, des oppressions et des vengeances de tout genre.¹¹ Le seul nationalisme que Bourassa jugeait acceptable était un nationalisme "chrétien", impliquant une féconde émulation entre les nations et surtout, l'obédience à une foi commune.¹² L'entrevue que Bourassa eut avec le pape Pie XI en 1926 renforça ses craintes à l'endroit du nationalisme renaissant. Dans une de ses dernières conférences publiques, en 1935, Bourassa se posa la question "le nationalisme est-il un péché?" et d'après le père Arès, il n'était "pas loin de répondre par l'affirmative".¹³ En somme, les espoirs de Bourassa, dans la situation canadienne, trouvaient leur appui non pas dans les événements de l'époque (qui ne lui donnaient certainement pas raison) mais plutôt dans ses croyances religieuses.

La volonté de Bourassa de maintenir les mêmes structures politiques s'explique aussi en partie par une foi — d'aucuns la diraient déraisonnée — aux Anglais qui, l'espérait-il, finiraient par voir la lumière. "Chaque fois, avoua-t-il, que l'avantage m'est donné de prendre contact avec un groupe quelconque des provinces anglaises, [je pense]: comme il serait facile (en déracinant les préjugés répandus par les faiseurs et les farceurs de la politique et de la presse) de s'entendre avec ces gens-là."¹⁴ Ennemi implacable de l'américanisme, Bourassa croyait entrevoir le jour "où les Anglo-Canadiens, sortis de l'ornière où les retiennent les préoccupations du mercantilisme, nous remercieront à genoux d'avoir conservé au Canada cet élément inappréciable de civilisation et de culture supérieures".¹⁵

RICHARD JONES

¹¹ Henri Bourassa, *Patriotisme, nationalisme, impérialisme* (Montréal, 1923), 28-30.

¹² *Ibid.*, 17.

¹³ Richard Arès, "Rôle du catholicisme dans la pensée de Bourassa", dans Angers, *op. cit.*, 151.

¹⁴ *Le Devoir*, 2 décembre 1913.

¹⁵ Henri Bourassa, *La langue française . . .*, 49.

De quoi se fait l'histoire humaine ? Il arrive parfois, sans doute, qu'une seule personnalité conditionne l'évolution historique de toute une nation, et même de toute l'humanité. Notre époque nous a fourni de ce fait des démonstrations éclatantes. Et ainsi nous apparaissent les effroyables responsabilités des chefs de peuples : penseurs, philosophes ou hommes d'Etat. Mais, dans l'ordinaire, l'histoire se fait, prend telle orientation, rétrograde ou prend la route des sommets, par une série de décisions individuelles, décisions de chefs de familles, de chefs de petites sociétés, de chefs d'enseignements, de chefs religieux, qui répondent comme au même mot d'ordre, agissent dans le même sens et déterminent, pour un siècle, la vie d'une collectivité.

Lionel Groulx, *Le nationalisme canadien-français*, sa notion, ses origines, les droits qu'il confère, les devoirs qu'il impose (Ottawa, 1949), 3-4, 19.

Le nationalisme est un amour préférentiel que se doivent entre eux les hommes d'une même origine, d'une même langue, unis dans les limites d'un même territoire et rapprochés plus intimement encore par une vie en communauté de coutumes et d'idéal. Cette définition exprime un vouloir-vivre particulier qui traduit un idéal d'ordre affectif.

Jean Hubert, dir. général de la SSSJ de Québec (1969).

J'appellerai . . . "nationalisme" une prise de conscience assez nette des valeurs canadiennes-françaises et des périls qui les menacent, ainsi qu'une volonté assez vive de travailler à leur défense comme à leur épanouissement.

André Laurendeau (1952).